

Intervention 70.11 : Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC) pour la création de couverts d'intérêt pour la biodiversité, en particulier les pollinisateurs en hexagone

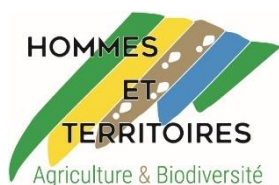
Notice de la mesure « Création de couverts d'intérêt faunistique et floristique favorables aux pollinisateurs et aux oiseaux communs des milieux agricoles »

CV_28BC_CIFF

Territoire « ZPS Beauce et Vallée de la Conie »

Campagne 2024

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice de la mesure :



Association Hommes et Territoires

CM101

5 rue Camille Claudel

28630 Le Coudray

Animateur ZPS : Aymeric COURBOIS

02 37 24 46 06 – a.courbois@hommes-et-territoires.asso.fr

1 OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette mesure est d'implanter des couverts d'intérêt répondant aux exigences spécifiques :

- d'une espèce faisant l'objet d'un Plan national d'action (ex : outarde canepetière) ;
- d'un groupe d'espèces (ex : oiseaux de plaines, comme la tourterelle des bois) à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales) et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2 MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des exigences du cahier des charges de cette mesure, **une aide de 652 € par hectare et par an** sera versée pendant la durée de l'engagement.

Votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités définies par les Co-financeurs nationaux. Pour les crédits du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, le montant d'aide maximum par bénéficiaire est indiqué par arrêté préfectoral.

3 CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Les critères d'éligibilité doivent être respectés tout au long du contrat. En cas de non-respect en première année, la mesure ne peut pas être souscrite. En cas de non-respect les années suivantes, le contrat est automatiquement rompu sur la totalité des éléments engagés s'il s'agit du non-respect d'un critère d'éligibilité relatif au demandeur, ou uniquement sur la surface en anomalie s'il s'agit d'un critère d'éligibilité relatif à la surface. Le cas échéant, des sanctions peuvent être appliquées.

3.1 Critères d'éligibilité relatifs au demandeur

Les bénéficiaires éligibles sont les agriculteurs actifs tels que définis à l'article 4 du règlement UE n°2021/2115 du 2 décembre 2021.

Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles sont considérés comme des agriculteurs actifs.

Les GAEC sont éligibles à cette intervention avec application du principe de transparence.

3.2 Critères d'éligibilité relatifs aux surfaces engagées

Les surfaces éligibles à cette mesure **en première année d'engagement** sont les suivantes :

- toutes les **terres arables** (sauf les surfaces de la catégorie 1.5 de la notice télépac « Liste des cultures et précisions » qui ont 3 ans ou plus) ;
- toutes les cultures pérennes ;

- les surfaces engagées dans une MAEC rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Sauf pour les surfaces bénéficiant d'une dérogation au 01/10/2024 concernant la date d'implantation du couvert telle que précisée dans le tableau de l'article 6, le couvert d'intérêt faunistique et floristique doit être en place au **15/05/2024** : au vu des couverts autorisés mentionnés à l'article 6, les surfaces engagées non concernées par la dérogation de la date d'implantation doivent être déclarées lors de la PAC 2024 avec l'un des codes cultures **JAC, MLG ou PTR** de la catégorie 1.5 - *Surfaces herbacées temporaires et mélanges avec graminées*.

À partir de la deuxième année d'engagement, toutes les surfaces engagées devront être déclarées avec l'un des codes cultures **JAC, MLG ou PTR** de la catégorie 1.5 - *Surfaces herbacées temporaires et mélanges avec graminées*.

Les surfaces de bandes enherbées obligatoires au titre de la BCAE 4 ou en application de la Directive Nitrates ne sont pas éligibles à cette mesure.

4 CRITÈRES D'ENTRÉE

Les critères suivants conditionnent l'accès à la mesure en première année d'engagement uniquement et ne sont plus vérifiés par la suite. En cas de non-respect, l'exploitation n'est pas engagée dans la mesure.

Les critères d'entrée pour cette mesure sont les suivants :

- ✓ Pour chaque parcelle, avoir au moins une partie de la surface présente dans le PAEC ;
- ✓ Réaliser un **diagnostic agro-écologique** de l'exploitation. Le diagnostic de l'exploitation doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là,
- ✓ Respecter la localisation du couvert implanté conformément au diagnostic.

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Ces critères permettent de classer les demandes d'aide des demandeurs éligibles (c'est-à-dire respectant tous les critères d'entrée et les critères d'éligibilité) par ordre de priorité afin notamment de tenir compte des enveloppes budgétaires et des orientations définies par la Commission régionale agroenvironnementale et climatique (CRAEC). Les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères décrits dans la notice du territoire.

6 CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

Sauf mention contraire, l'ensemble des obligations du cahier des charges doit être respecté sur toute la durée du contrat, c'est-à-dire **à partir de la date limite de dépôt des dossiers PAC de l'année d'engagement et durant les 5 années suivantes**. En cas de non-respect d'une obligation, des sanctions peuvent s'appliquer en fonction de la nature et de la gravité de l'anomalie.

Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes. Ils

pourront notamment être demandés en cas de contrôle de l'exploitation. **Les obligations du cahier des charges figurent ci-dessous.**

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Contrôles	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction ¹
Formation à réaliser au cours des deux premières années de l'engagement. Se référer au point 7.1.	Avant le 15 mai 2026	Contrôle sur place Vérification de l'attestation de formation	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,06.
<p>Mettre en place le couvert :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Implantation du couvert au plus tard le 15/05 de la première année d'engagement. <u>A titre dérogatoire</u> : au plus tard le 01/10 de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande. ○ Respect des conditions d'implantation : se référer au point 7.4. <p>Les couverts autorisés sont précisés au point 7.3.</p>	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Maintenir le couvert.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,4.
Respecter la localisation du couvert conformément au diagnostic.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification sur la base du diagnostic d'exploitation et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Respecter une largeur minimale de 5 mètres ² ou une surface minimale de 0,10 ha du couvert d'intérêt.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
<p>Ne pas réaliser d'intervention mécanique entre le 01/04 et le 01/09.</p> <p>Entre le 02/09 et le 31/03, respecter les modalités d'entretien :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Broyage ou fauchage, ○ Pâturage « flash » dans la limite de 1 mois de présence des animaux sur les parcelles. 	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,8.
Respecter l'interdiction de fertilisation azotée.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.

¹ Se référer à la notice nationale MAEC-Bio pour plus d'information sur le fonctionnement du régime de sanction.

² Lorsqu'elle est en bande, la parcelle engagée doit avoir une largeur minimale de 5 m. Dans le cas de parcelles ou de partie de parcelles finissant en pointe, c'est la largeur moyenne qui sera prise en compte.

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Contrôles	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction ¹
		Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	
Ne pas utiliser de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées. Une dérogation peut être <u>accordée par la DRAAF</u> dans des cas très spécifiques de présence de plantes envahissantes, et après avis de la commission technique locale (CTL) ³ .	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
<p>Enregistrer les interventions sur toutes les parcelles engagées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Identification des surfaces, conformément aux informations du registre parcellaire graphique (RPG) et du descriptif des parcelles ; ➤ Interventions (type, matériel utilisé, localisation et date) ; ➤ Fertilisation azotée des surfaces (dates, produits, quantités) ; ➤ Traitements phytosanitaires (dates, produits, quantités) si dérogation accordée. <p>ATTENTION : Le cahier d'enregistrement constitue une pièce indispensable au contrôle de plusieurs obligations. Aussi, l'absence ou la non-teneur de ce cahier constatée le jour du contrôle se traduira par le constat d'anomalies et le cas échéant par l'application du régime de sanction pour toutes les obligations ne pouvant être contrôlées.</p>	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,05.

³ L'avis de la CTL est formalisé par l'envoi d'un mail au bénéficiaire par la structure animatrice, avec copie à l'opérateur et à la DDT, mentionnant expressément l'avis favorable de la CTL réuni ou consulté en date du (à préciser) pour la disposition en question et précisant le n° PACAGE du bénéficiaire et les surfaces concernées.

7 PRÉCISIONS

7.1 Formation

Pour connaître les formations qui permettent de respecter l'obligation pour cette MAEC, consultez le site internet de la DRAAF, rubrique Production & filières / Mesures Agro-Environnementales et Climatiques 2023-2027 / Campagne 2024.

7.2 Lien avec la conditionnalité et l'écorégime

En cas de non-respect de la conditionnalité, l'ensemble des aides PAC sont sanctionnées, y compris les aides MAEC.

Les obligations du cahier des charges de la MAEC sont distinctes des exigences de l'écorégime. Un agriculteur peut à la fois souscrire cette MAEC et bénéficier de l'écorégime.

7.3 Liste des couverts autorisés

Les couverts autorisés sont :

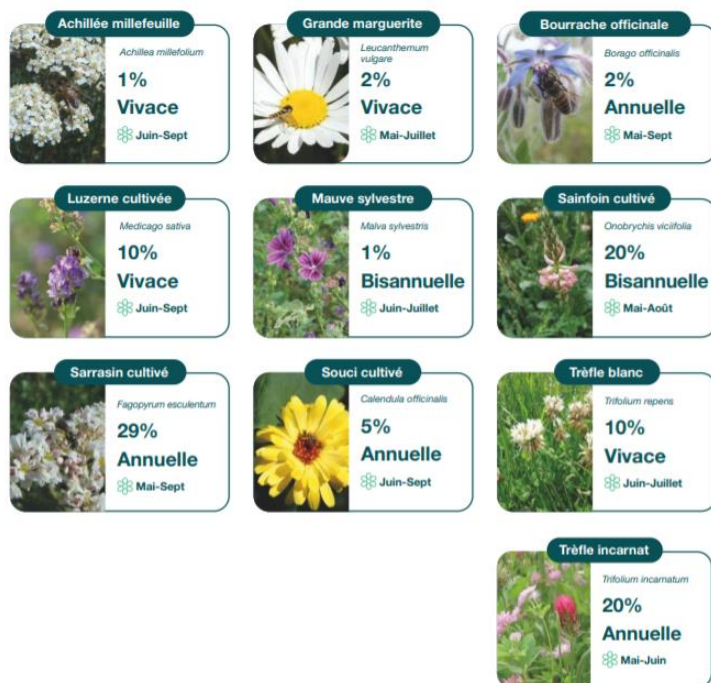
- **Les mélanges de cultures annuelles/cynégétiques à fort intérêt floristique et/ou faunistique** : Maïs, Moha, Millet, Sarrasin, Sorgho fourrager, Sorgho grain, Tournesol, Phacélie, Moutarde
- **Les couverts prairiaux composés**
 - **d'un mélange graminées – légumineuses d'intérêt faunistique et/ou floristique** parmi les espèces suivantes (le couvert doit associer au moins une légumineuse et une graminée) :

Graminées	Légumineuses
Brome cathartique	Gesse commune (A)
Brome sitchensis	Lotier corniculé
Dactyle	Lupin blanc amer
Fétuque ovine (A)	Luzerne
Fétuque élevée	Mélilot*
Fétuque rouge(A)	Minette (A)
Fléole des prés	Serradelle
Moha	Sainfoin
Millet	Trèfle blanc
Pâturin commun	Trèfle de Perse (A)
Ray-grass anglais	Trèfle incarnat (A)
Ray-grass hybride	Trèfle violet (A)
Sorgho fourrager	Trèfle d'Alexandrie (A)
	Vesce commune
	Vesce velue

(A) = annuelles

- de légumineuses (seules ou en mélange) d'intérêt faunistique et/ou floristique parmi les espèces de légumineuses mentionnées dans le tableau ci-dessus ;
- le maintien du mélange en graminées pures si validé dans le diagnostic pour les renouvellements de contrat MAEC ;
- les mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs (plantes messicoles) et auxiliaires de culture (plantes messicoles notamment)

Exemple : Mélange Pollifauniflore



- Dans des cas très particuliers, liés à des conditions météorologiques défavorables (pluie rendant la parcelle inaccessible, sécheresse prononcée empêchant le développement du semi...), présence d'une espèce à protéger ayant déjà commencé sa nidification, présence d'une végétation naturelle de type jachère steppique favorable à l'Outarde canepetière et l'Alouette calandrelle, il est possible, sur avis préalable et favorable de la CTL de laisser s'exprimer spontanément la végétation. Dans ce cas, le code culture à utiliser pour déclarer le couvert est JAC.

7.4 Modalités d'implantation

Modalités d'implantation des cultures annuelles à fort intérêt faunistique ou floristique :

La culture annuelle à fort intérêt faunistique ou floristique devra être implantée tous les ans entre le 02/09 et le 14/05, après travail superficiel du sol.

Modalités d'implantation des couverts prairiaux d'intérêt faunistique ou floristique :

Le renouvellement du couvert se fera uniquement par sur-semis de légumineuses lorsqu'il est

nécessaire (absence de légumineuses notamment).

En cas de renouvellement d'engagement et si l'autorisation est mentionnée dans le diagnostic, un travail profond par labour en première année d'engagement pourra être autorisé afin de permettre un renouvellement complet du couvert. Si l'autorisation est mentionnée dans le diagnostic, le maintien du couvert en place pourra également être autorisé.